

**Convention de partenariat
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
La Ligue de Protection des Oiseaux
portant sur l'attribution de subventions**

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, Monsieur Frédéric BIERRY, dûment habilité par délibérations de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CP-2024-XXXX du 15 avril 2024,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

La Ligue de Protection des Oiseaux, représentée par Monsieur Yves MULLER son Président, habilité par décision de son conseil d'administration,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « LPO ».

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L 113-8 et suivants,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu la délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 13 décembre 2010 portant révision et approbation du Schéma Départemental des Espaces Naturels (SDEN) du Bas-Rhin,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution des subventions, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu les demandes de subvention du 19 octobre 2023 et du 24 janvier 2024,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Depuis 1985, et en vertu désormais de l'article L 113-8 du Code de l'urbanisme, chaque département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles (ENS). Cette politique doit avoir pour objectif principal de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés par le Code de l'urbanisme.

La part de la taxe d'aménagement affectée aux espaces naturels sensibles constitue l'outil financier de cette compétence. La taxe d'aménagement est une taxe d'urbanisme grevée d'affectation spéciale. Il est pertinent d'entreprendre des actions ayant pour but le respect de la biodiversité, en particulier les espèces protégées, indicateurs de la qualité remarquable d'un ENS. De plus, la collectivité assure une mission de préservation des espaces, des milieux, de la flore et de la faune et estime indispensable le maintien, voire le développement de la connaissance dans ce domaine à des fins d'évaluation de sa politique et de valorisation des richesses patrimoniales du département.

Les études et inventaires du patrimoine naturel nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de protection et de gestion des ENS destinés à être ouverts au public sont éligibles au titre du Code de l'urbanisme en cohérence avec la politique départementale de protection des ENS.

Conformément à son objet statutaire, la LPO poursuit une activité générale visant à connaître et préserver l'avifaune et son habitat naturel, qui s'inscrit dans les objectifs généraux du dispositif de la CeA.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités d'octroi, par la CeA, de subventions de fonctionnement à la LPO, au titre des actions mentionnées ci-dessous :

- mise en place d'actions de conservations : actions d'études et d'inventaires en convergence avec les actions portées ou soutenues par la CeA et en particulier le suivi de l'avifaune préservée dans le cadre des ENS, des GERPLAN ou des Programmes Agro-Environnementaux ;
- mobilisations ponctuelles de bénévoles sur des opérations en lien avec d'autres partenaires de la CeA (accompagnement des Veilleurs de Châteaux, appui scientifique...) ;
- programme de transport des oiseaux sauvages blessés ou malades en partenariat avec la Brigade Verte ;
- actions en matière d'éducation à l'environnement ;
- investissement pour l'adaptation au travail à distance et pour le renouvellement de matériel optique (dans le cadre de l'activité d'éducation à l'environnement).

La mise en œuvre de ces projets (figurant en annexe 1) présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant.

C'est pourquoi, par la présente convention, la CeA s'engage à apporter des aides financières à la LPO en vue de soutenir la bonne réalisation des actions définies ci-dessus que le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, dans les conditions prévues par la présente convention, ses annexes et ses éventuels avenants.

Les subventions de la CeA devront uniquement être employées pour la mise en œuvre des actions précitées. La CeA n'attend aucune contrepartie directe de l'octroi des subventions précitées.

Article 2 : Détermination du montant des subventions

Au titre de l'année 2024, la CeA alloue à la LPO les subventions maximales suivantes :

- ✓ 30 000 € au titre du fonctionnement,
- ✓ 12 900 € au titre du fonctionnement dans le cadre de l'éducation à l'environnement (subvention attribuée dans le cadre du rapport CP n° 2024-XXXX).

Le montant notifié de chaque subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Pour mémoire, une subvention de 20 000 €, au titre de l'opération de sauvegarde des batraciens, a déjà été attribuée et notifiée suite à la délibération n° CP-2024-1-2-4 de la Commission permanente du 19 février 2024.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité des aides de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2024 après sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties au plus tard le 31 décembre 2025.

3.2. Durée de validité des subventions

Les subventions de fonctionnement attribuées doivent être affectées aux dépenses de fonctionnement portant sur les actions définies à l'article 1^{er}.

Les soldes des subventions ne pourront être versés que jusqu'au 31 décembre 2024. Après cette date, les subventions seront frappées de caducité et leurs soldes ne pourront pas être versés.

Toutefois, la LPO s'engage à adresser à la CeA sa demande de versement du solde des subventions, pièces justificatives à l'appui, au plus tôt, et en tout état de cause avant la date de caducité précitée, étant entendu que, en cas de demande ou de transmission de pièces tardives, le versement du solde pourra être reporté à l'année suivant celle durant laquelle les actions doivent être terminées, après inscription du montant du solde au budget de la CeA.

Article 4 : Modalités de versement des subventions

Les subventions seront versées par acompte, selon l'échéancier suivant :

- 1^{er} acompte : 50% après la signature de la présente convention,
- solde : 50% versé au second semestre, au vu de la production d'un décompte établi par le trésorier, l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes et sur présentation d'un bilan provisoire d'activités qualitatif et quantitatif au 15 novembre 2024 (cf objectifs de l'article 1). Le bilan d'activité est du type de celui d'une Assemblée Générale.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre ses justificatifs à la CeA, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, soit le 30 juin 2025 ; les bilans et justificatifs anonymes fournis par la LPO à la CEA.

En cas de constat d'un trop-perçu par le bénéficiaire, un titre de recettes sera émis par la CeA en année N+1.

Si le montant des dépenses réelles attestées par l'organisme est inférieur au montant du budget prévisionnel des actions subventionnées, la subvention versée par la CeA sera automatiquement réduite à due concurrence.

Les versements seront effectués par prélèvement sur les programmes suivants :

Programme	Opération	Enveloppe	Tranche	Nature analytique	Montant
P225	P225O007	P225E04	T07	(2534) 65-65748-76	30 000,00 €

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA.

Article 5 : Autres justificatifs

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice, les documents ci-après :

- un compte rendu financier, certifié exact, qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ; ces documents étant signés par le président ou toute personne habilitée, tel que prévu par les dispositions de l'alinéa 6 de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000,
- le bilan et le compte de résultat de l'année N-1 certifié par toute personne habilitée, ou pour les associations percevant plus de 153 000 euros de subventions publiques par an, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus, conformément aux articles L 612-4 et D 612-5 du Code de commerce ou, à défaut, la référence de leur publication au Journal officiel,
- le rapport d'activité.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire des subventions

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er} ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie des aides financières au bénéfice d'une autre personne juridique,
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er}, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents,
- à nommer, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code de commerce),
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics,
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal judiciaire et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution des subventions, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant,
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant les subventions objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien des subventions et les conditions pour leur versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de chaque subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.
- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention de fonctionnement précisé à l'article 1^{er}.
- à respecter le contrat d'engagement républicain prévu à l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et approuvé par le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations

et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat. Le contrat d'engagement républicain est consultable sur le site Internet de la Collectivité à l'adresse suivante : <https://www.bas.rhin.fr/associations/>,
○ à maintenir la destination de l'investissement spécifié à l'article 1^{er}.

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie des aides de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la Communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, animations, ...), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.

Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie des aides allouées.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures...).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie des subventions

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- L'interruption du versement des aides financières de la CeA,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants déjà versés.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de ses subventions, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA versera chaque subvention à due concurrence des dépenses justifiées par le bénéficiaire, mais pourra demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions déjà versées et non utilisées.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant les subventions, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Annexes

Les annexes référencées dans la présente convention font parties intégrantes de celle-ci et ont valeur contractuelle.

Article 13 : Règlement des litiges

13.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

13.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 13.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en double exemplaire, un pour chacune des parties,

à Strasbourg, le

Pour la Collectivité européenne d'Alsace,
Le Président

Frédéric BIERRY

Pour la Ligue de Protection des
Oiseaux,
Le Président

Yves MULLER

Annexe 1

Prévisionnel 2024
Convention de partenariat Collectivité Européenne d'Alsace/LPO Alsace

Dépenses	Budget (en €)
Rappel actions déjà engagées	
- actions pédagogiques de sensibilisation dans la CEA	14 000 €
- reconduction de l'opération de préservation des amphibiens dans la zone nord	60 000 €
Ensemble CEA	
- maintien ou restauration des population d'espèces d'oiseaux rares et menacées : Cochevis, Vanneau, Huppes, Chevêche, Gd. Duc, F. Pèlerin	12 000 €
- expertises ponctuelles pour la préservation de la biodiversité : le long des axes routiers et des pistes cyclables, pont, batiments	3 000 €
Zone Sud	
- Expertise/accompagnement ENS/MAEC/Gerplan	7 500 €
- Appui aux Brigades Vertes (formation) et transport des oiseaux blessés de l'Antenne de Hunawhr au centre de Rosenwiller	13 000 €
Zone Nord	
- suivi des MAEC/espèces prairiales	6 500 €
- accompagnement des ENS (ENS Lentenheim, formation paludicole...)	8 000 €
Investissement	
- Renouvellement et adaptation matériel	5 905 €
TOTAL	129 905 €

Recettes	Financiers	Montant (en €)
Rappel actions déjà engagées		
- actions pédagogiques de sensibilisation dans la CEA	CEA	12 900 €
	Bénévolat valorisé	1 100 €
- reconduction de l'opération de préservation des amphibiens dans la zone nord	CEA	20 000 €
	Bénévolat valorisé	40 000 €
Ensemble CEA		
- maintien ou restauration des population d'espèces d'oiseaux rares et menacées : Cochevis, Vanneau, Huppes, Chevêche, Grand duc, F. pèlerin	CEA	5 000 €
	bénévolat valorisé	7 000 €
- expertises ponctuelles pour la préservation de la biodiversité le long des axes routiers et des pistes cyclables, ponts, batiments.	CEA	1 500 €
	bénévolat valorisé	1 500 €
Zone Sud		
- Expertise/accompagnement ENS/MAEC/Gerplan	CEA	7 000 €
- suivi terrier artificiel blaireau houssen	bénévolat valorisé	500 €
- Appui aux Brigades Vertes (formation) et transport des oiseaux blessés de l'Antenne de Hunawhr au centre de Rosenwiller	CEA	8 000 €
	bénévolat valorisé	5 000 €
Zone Nord		
- suivi des MAEC/espèces prairiales	CEA	4 500 €
	bénévolat valorisé	2 000 €
- accompagnement des ENS (ENS Lentenheim en particulier en 2023)	CEA	6 000 €
	bénévolat valorisé	2 000 €
- Renouvellement et adaptation matériel	CEA	4 134 €
	financement associatif	1 772 €
TOTAL		129 905 €
TOTAL CEA		69 034 €

Rosenwiller le 24 JANVIER 2024

Yves Muller
Président de la LPO Alsace



LPO ALSACE
1, rue du Wisch
67560 ROSENWILLER
Tél. : 03 88 22 07 35
Contact : alsace@lpo.fr
Site internet : http://alsace.lpo.fr

Jean Marie Risser
Trésorier de la LPO Alsace



LPO ALSACE
1, rue du Wisch
67560 ROSENWILLER
Tél. : 03 88 22 07 35
Contact : alsace@lpo.fr
Site internet : http://alsace.lpo.fr

Annexe 2

CHARGES	Prévision	PRODUITS	Prévision
I - Charges Directes affectées à l'action		I - Ressources directes affectées à l'action	
60 - Achats		70 - Ressources propres	
- Prestations de services		- Prestations de services	3952
- Achat de matières et fournitures		- Vente de marchandise	
- Autres fournitures		- Produits des activités annexes	
61 - Services extérieurs		74 - Subventions d'exploitation	
- Locations		- État : DREAL Grand Est	
- Entretien et réparation		- Ademe	
- Assurances		- Rectorat	
- Documentation		- Région Grand Est	
62 - Autres services extérieurs		- Collectivité européenne d'Alsace	12900
- Rémunération intermédiaires et honoraires			
- Publicité, publication		- Agence de l'Eau Rhin Meuse	3900
- Déplacements missions	3496		
- Frais postaux et de télécom		- Fonds européens	
- Services bancaires et autres			
63 - Impôts et taxes		- Autres établissements publics :	
- Impôts et taxes sur rémunération			
- Autres impôts et taxes		- Autres recettes	
64 - Charges du personnel		75 - Autre produit de gestion	
- Rémunération du personnel +charges sociales	15656	- Cotisations, dons manuels ou legs	
- Indemnités de stage			
65 - Autres charges de gestion			
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amort. prov. et report de ress.	
69- Impôts sur les produits financiers		79 - Transfert de charges	
II - Charges indirectes affectées à l'action		I - Ressources indirectes affectées à l'action	
Charges fixes liées à l'action*	1600		
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	20752	TOTAL DES PRODUITS	20752
87 - Emploi des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
- Secours en nature		- Bénévolat	860
- Mise à disposition gratuite des biens		- Prestations en nature	
- Personnels bénévoles	860	- Dons en nature	
TOTAL	21612	TOTAL	21612
La subvention représente		62 % du total des produits : (montant attribué / total des produits) x 100	

*Les charges fixes de l'association sont proratisées au nombre d'heures réalisées sur l'action